SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO
"CORREOS DE MÉXICO"

COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL

# BULLETIN D'INFORMATION QUINZENAIRE - ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DANS LE SECTEUR SERVICE POSTAL MONDIAL

**N° 11**

**QUINZAINE 19 – 2026 (1ER OCTOBRE – 15 OCTOBRE 2026)**

**MEXIQUE**

- Le SNTSEPOMEX lance, le 6 octobre de cette année, la procédure de révision salariale et contractuelle pour 2026, faisant suite aux négociations engagées dans le cadre d'un préavis de grève. La consultation se tiendra le 22 octobre 2026 dans plus de 140 centres répartis sur tout le territoire mexicain, permettant ainsi au personnel du Service postal mexicain (Servicio Postal Mexicano) de voter en vue d'améliorer ses conditions de travail et de rémunération.

- Le 12 octobre de cette année s'achève, à Mexico (CDMX), la manifestation sportive organisée à l'occasion de la « Journée du facteur et de l'employé des postes 2026 ». Ce tournoi a pour objectif de favoriser la camaraderie et une convivialité saine entre les employés de notre institution.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

- Des syndicats, tels que l'American Postal Workers Union (APWU), ont intensifié leurs appels à la vigilance à l'approche des élections du 3 novembre. À travers des diffusions en direct — comme celle intitulée « APWU LIVE : Les élections de mi-mandat menacent-elles votre emploi ? » — ces organisations cherchent à sensibiliser leurs membres à l'impact direct des candidats au Congrès sur les droits des travailleurs du secteur public, ainsi qu'aux risques de privatisation du service postal.

- La National Association of Letter Carriers (NALC) continue de fonctionner selon les termes de son précédent contrat, tout en participant à des phases de médiation suite à l'expiration de la convention il y a plusieurs mois. À l'inverse, les employés couverts par la convention collective de l'APWU (en vigueur jusqu'en 2027) ont vu une augmentation salariale annuelle se refléter sur leurs bulletins de paie d'octobre, grâce à la mise en place de nouveaux échelons maximaux (*top steps*) approuvés en septembre pour les grades 4 à 7.

**ARGENTINE**

- Fermeture d'agences et impact territorial: Les syndicats signalent que près de 300 bureaux de poste ont déjà été fermés dans tout le pays, le gouvernement prévoyant d'étendre ces fermetures à 900 agences au total. Des localités situées à l'intérieur du pays — notamment dans les provinces de Catamarca et de Buenos Aires, ainsi que dans la région de Patagonie — dénoncent une situation qui les laisse totalement privées du service postal universel de base.

- Les assemblées syndicales exigent une revalorisation salariale urgente de 100 %, ou, à tout le moins, un ajustement immédiat de 15 % pour compenser le décalage dû à l'inflation. Elles dénoncent le fait que le salaire de base reste gelé aux alentours de 700 000 pesos argentins, un montant jugé « dérisoire » et largement insuffisant par les instances syndicales au regard du coût de la vie actuel.

**PÉROU**

- Les représentants syndicaux poursuivent leurs travaux au sein de groupes de concertation avec le Fonds national de financement de l'activité entrepreneuriale de l'État (FONAFE). L'objectif prioritaire est de consolider et de mettre en œuvre une actualisation de la grille des rémunérations et des avantages sociaux pour les catégories opérationnelles, techniques et auxiliaires, afin de réduire les écarts salariaux historiques au sein du secteur.

- Serpost a officiellement reçu de PROMPERÚ la licence d'utilisation de la « Marque Pérou » (Marca Perú). Cette distinction reconnaît le rôle stratégique de l'opérateur postal national dans le rayonnement de l'identité du pays à l'international. Lors de la même cérémonie, à laquelle ont pris part les plus hauts responsables du ministère des Transports et des Communications (MTC), un cachet postal commémoratif a été dévoilé pour célébrer les 15 ans de la création de cette marque nationale.

**BRÉSIL**

- À l'occasion de la Journée mondiale de la poste (9 octobre), la FINDECT a fait une déclaration ferme concernant le paysage politique pour les années à venir. Le syndicat a mis en garde contre un « affrontement de modèles » au Brésil : alors que certains secteurs de l'opposition insistent sur des projets de privatisation et de réduction des effectifs, le gouvernement actuel préconise une injection budgétaire de 6 milliards de réais (R$) destinée à la modernisation et à la logistique dans le cadre du budget 2027 — un plan soutenu par les syndicats afin de préserver la souveraineté du service et les emplois.

- À la suite des importantes grèves nationales du mois de septembre et de la résolution du conflit collectif de travail (« Dissídio Coletivo de Greve 2026 ») par le Tribunal supérieur du travail (TST), une période allant du 5 au 14 octobre a été ouverte pour permettre aux travailleurs — affiliés à des fédérations telles que la FENTECTO et la FINDECT — de formuler leur opposition. Cette procédure a donné lieu à de longues files d'attente et à des mobilisations en présentiel de la part de travailleurs non syndiqués, qui cherchaient à éviter que la poste ne prélève sur leur salaire d'octobre une contribution unique équivalente à 2 % de leur rémunération.

**FRANCE**

- Des organisations telles que la Fédération SUD-PTT et la CGT-FAPT ont dénoncé un projet interne visant à fermer ou à transformer, entre fin 2025 et mi-2027, entre 441 et 471 bureaux de poste proposant une gamme complète de services. Le mécontentement des travailleurs a reçu le soutien de partis politiques comme La France insoumise (LFI), qui a encouragé des journées de mobilisation et des rassemblements nationaux début octobre. Les manifestations syndicales locales se sont intensifiées dans des départements clés (tels que les Bouches-du-Rhône, le Nord et le Bas-Rhin) ainsi que dans de grandes agglomérations comme Marseille, Lyon

et Lille, afin d'empêcher la fermeture des bureaux de proximité.

- Afin d'apaiser les tensions sociales liées à la hausse du coût de la vie dans le pays, La Poste a programmé, pour le 20 octobre 2026, le versement de la « Prime de partage de la valeur » (PPV). Des syndicats, notamment FO Com, ont précisé que cette prime s'élève à un montant maximal de 150 € bruts. Elle est strictement réservée aux agents publics et aux salariés sous contrat en activité ayant perçu moins de 40 000 € bruts par an, son montant étant réduit proportionnellement aux absences constatées.

**ITALIE**

- Sur la base des accords collectifs signés avec les syndicats majoritaires (tels que Logopeda-CISL et UILPoste), la plateforme officielle a été ouverte du 6 au 12 octobre 2026, permettant à des milliers de livreurs et d'agents de tri en contrat à durée déterminée (CTD) de demander une embauche en contrat à durée indéterminée. Le 15 octobre, les classements provinciaux provisoires ont été publiés en vue de la régularisation des postes.

- Sur les bulletins de paie versés à partir du 27 octobre 2026, l'avantage fiscal prévu par la loi de finances sera appliqué automatiquement. Les salariés percevant des rémunérations incluant les augmentations issues de la convention collective nationale (CCNL) — et dont les revenus de l'année précédente étaient inférieurs à 33 000 € — bénéficieront d'un taux d'imposition substitutif de 5 % sur ces augmentations salariales, y compris sur les montants rétroactifs cumulés depuis janvier. Par ailleurs, les heures effectuées de nuit ou les jours fériés bénéficieront d'un allègement fiscal de 15 %.

**BELGIQUE**

- Le 12 octobre 2026, les travailleurs ont pris part à la journée de grève nationale appelée par le syndicat socialiste des services publics (CGSP/ACOD). Les actions syndicales visaient à protester vigoureusement contre les propositions budgétaires d'austérité et les coupes dans le secteur public, avancées dans le cadre des négociations du gouvernement fédéral.

- Les syndicats du secteur postal restent vigilants quant aux négociations du nouveau contrat de gestion des bureaux locaux. Le gouvernement fédéral belge a formellement élaboré un plan budgétaire qui prépare une économie de 50 millions d'euros pour la fermeture de 30 bureaux de poste et la suppression de 500 boîtes aux lettres, estimant que cette mesure et cette génération ne rendraient pas les économies suffisantes et mettraient le service en péril. Les autorités sont engagées par les syndicats pour maintenir un bureau de poste complet dans la communauté du pays.

**CHINE**

- Les syndicats d'État et l'administration postale ont officialisé les directives opérationnelles découlant du nouveau Plan quinquennal du secteur. Les projections sectorielles tablent sur un volume de 290 milliards d'envois à l'horizon 2030 ; elles engagent les entreprises à développer les services automatisés et à assurer une distribution directe dans 90 % des villages administratifs du pays, à raison d'au moins cinq fois par semaine.

- Le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale (MOHRSS) a lancé une consultation publique (ouverte jusqu'au 8 novembre) concernant un projet de loi inédit, composé de 54 articles, visant à protéger les plus de 84 millions de travailleurs de l'économie des plateformes, notamment les facteurs et les livreurs de colis. Ces directives interdisent aux systèmes automatisés de sanctionner arbitrairement les livreurs par le biais d'un mécanisme de « sanction immédiate en cas de plainte ». Les entreprises de livraison seront tenues de garantir des temps de repos obligatoires après quatre heures de tournée consécutives, d'établir des salaires de base minimums et d'ajuster les tarifs en tenant compte des coûts d'entretien des véhicules utilisés par les livreurs.

**AUSTRALIE**

- Le syndicat des travailleurs de la communication (CEPU / CWU) a confirmé l'impact d'une augmentation salariale annuelle de 4 % sur les rémunérations. Cet ajustement, supérieur à l'indice des prix à la consommation (IPC), s'inscrit dans le cadre de la convention collective (EBA11) conclue avec l'opérateur public. Le syndicat a souligné qu'il ne s'agit pas d'une prime temporaire, mais d'une augmentation de la base fixe, intégrée aux grilles salariales officielles du manuel des ressources humaines.

- Si la paix sociale est préservée au sein de la poste australienne (Australia Post), la logistique a toutefois subi des perturbations importantes en raison de grèves de 24 heures menées par le syndicat des travailleurs du transport (TWU) chez Qantas Freight. Qantas étant un prestataire de transport essentiel, les arrêts de travail des manutentionnaires ont entraîné une accumulation de sacs de courrier ainsi que des retards ponctuels dans les envois express nationaux au cours du mois.

**SOURCE D'INFORMATION:**

SNTSEPOMEX, American Postal Workers Union, Bariloche2000, the postal connect, findect, La France insoumise, Poste Italiane, The Brussels Times, cwucentral.org.au.

**ÉLABORÉ PAR: ANGEL BARRIOS CUEVAS**
**SOUTIEN ADMINISTRATIF**
**SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO**
**"CORREOS DE MÉXICO"**